



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 27 juin 2017

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

OBJET : 2017 – 107 CASINO DE GRASSE
CONVENTION D'OCCUPATION DES LOCAUX / EXONERATION DE
REDEVANCES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 20 juin 2017, s'est réuni le mardi 27 juin 2017 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Philippe WESTRELIN, Catherine BUTTY, Christophe MOREL, Valérie COPIN, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Cyril DAUPHOUD, Valérie DAVID, Nicole NUTINI, Anne-Marie DUVAL, Brigitte VIDAL, Jean-Paul CAMERANO, Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO-GROS, Ali AMRANE, Annie OGGERO-MAIRE, Jocelyne BUSTAMENTE, Mahamadou SIRIBIE, Franck BARBEY, Guillaume MELOT, Imen CHERIF, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Ludovic BROSSY, Frédérique CATTART, Damien VOARINO, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Myriam LAZREUG, Stéphane CASSARINI, Jean-Marc DEGIOANNI, Mireille BANCEL, Corinne SANJUAN.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN (prend part aux délibérations N°93 à N° 136)
Monsieur Cyril DAUPHOUD (prend part aux délibérations N°93 à N° 137)
Madame Brigitte VIDAL (prend part aux délibérations N°93 à N° 131)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO (prend part aux délibérations N°93 à N° 131)

ABSENTS EXCUSES :

- Madame Patricia ROBIN
- Monsieur Jean-Marie BELVEDERE
- Monsieur Pascal PELLEGRINO

- Monsieur Jean-Marc GARNIER
- Madame Aline BOURDAIRE
- Monsieur Jean-François LAPORTE
- Monsieur Chems SALLAH
- Madame Stéphanie MANDREA
- Madame Mekia Noura ADDAD

ABSENTS :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

- Madame Murièle CHABERT (prend part aux délibérations N°107 à N°150)
- Madame Jocelyne BUSTAMENTE (prend part aux délibérations N°98 à N°150)

PROCURATION :

- Madame Patricia ROBIN à Madame Claude MASCARELLI
- Madame Valérie COPIN à Monsieur Ali AMRANE
- Monsieur Cyril DAUPHOUD à Monsieur Guillaume MELOT
- Monsieur Jean-Marie BELVEDERE à Monsieur Christophe MOREL
- Monsieur Pascal PELLEGRINO à Madame Mélanie ZARRILLO-GROS
- Madame Brigitte VIDAL à Monsieur Philippe BONELLI
- Monsieur Jean-Marc GARNIER à Madame Annie DUVAL
- Monsieur Jean-Paul CAMERANO à Madame Valérie DAVID
- Madame Murièle CHABERT à Monsieur Franck BARBEY
- Madame Aline BOURDAIRE à Madame Catherine BUTTY
- Monsieur Jean-François LAPORTE à Monsieur Philippe WESTRELIN
- Monsieur Chems SALLAH à Monsieur Serge PERCHERON
- Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Mahamadou SIRIBIE
- Madame Stéphanie MANDREA à Monsieur Gilles RONDONI
- Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE

Monsieur Guillaume MELOT est élu secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 mars 2017.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

- | | |
|-------------------|--|
| 2017 - 109 | PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE
REAMENAGEMENT DE L'EMPRUNT BANCAIRE DE 5 MILLIONS D'EUROS AUPRES DU
CREDIT AGRICOLE
GARANTIE D'EMPRUNT A HAUTEUR DE 80 % DE LA VILLE DE GRASSE |
| 2017 - 124 | VENTE D'UNE PARCELLE COMMUNALE QUARTIER ST ANTOINE
AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE |

Questions diverses :

/

DU 27 JUIN 2017

**CASINO DE GRASSE
CONVENTION D'OCCUPATION DES LOCAUX / EXONERATION DE REDEVANCES**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Il est demandé au conseil municipal d'approuver à nouveau pour l'occupation des locaux du casino de Grasse une exonération des loyers du 1^{er} mars 2016 à la date d'obtention de l'autorisation des jeux.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE		

Monsieur Philippe WESTRELIN expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 36 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016,

Vu le contrat de délégation de service public du casino de Grasse et le contrat d'occupation des locaux du casino en date du 20 juillet 2011,

Vu la délibération en date du 19 janvier 2016 par laquelle le conseil municipal a approuvé les cessions du contrat de délégation de service public et de la convention d'occupation des locaux du Casino de GRASSE signés le 20 juillet 2011 à M. Thierry GUERRIER dans l'attente de la société créée à l'effet de gérer le casino,
Vu les délibérations du 23 février 2016 par lesquelles le conseil municipal a approuvé le transfert desdits contrats à la société « Casino Victoria » et modifié ces contrats,

Vu la délibération en date du 13 décembre 2016 permettant d'exonérer d'une part M. GUERRIER du paiement des redevances pour la période du 21 janvier 2016 au 29 février 2016 et la société « Casino Victoria » du paiement des redevances du 1^{er} mars 2016 au 31 décembre 2016,

Considérant la demande de la Sous-Préfecture de justifier cette remise gracieuse au regard de l'article 36 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016, et de modifier la convention d'occupation du domaine public,

Considérant la demande du gérant de la société « Casino Victoria » visant à la suspension des loyers le temps utile à la réouverture du casino,

Considérant que la redevance annuelle payée par la société s'élève à 85 000 euros révisée,

Considérant que l'arrêt du Conseil d'Etat « SIPPAREC » du 21 mars 2003, précise qu'une redevance imposée à un occupant du domaine public doit être calculée non seulement en fonction de la valeur locative de la copropriété mais également en fonction de l'avantage spécifique procuré par la jouissance privative du domaine public,

Considérant qu'à la date du 31 décembre 2016, l'acte de cession prévu par l'ordonnance du 22 juin 2015 n'a pas été signé, ne permettant pas à la société « Casino Victoria » d'exploiter le casino et ainsi de générer un quelconque chiffre d'affaire. Ainsi, le principe de non-gratuité de l'utilisation privative du domaine public n'est pas remis en cause,

Considérant que l'article 36 sus visé autorise non seulement la modification du contrat de délégation de service public lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances que l'autorité concédante même diligente ne pouvait pas prévoir mais aussi dès lors que la modification n'est pas substantielle.

Que tel est le cas en l'espèce, en ce que la Ville de Grasse ne pouvait prévoir la situation dans laquelle s'est mis le précédent titulaire de la délégation de service public en se voyant priver de l'autorisation d'exploiter les jeux ayant entraîné un plan de liquidation judiciaire de la SA du Casino de Grasse et en ce que la modification n'est pas substantielle au regard des conditions fixées par l'article 36 – 5°. En effet, cette exonération de 86 545, 85 euros représente, prélevée sur 15 ans, environ 6 % du montant de la redevance et environ 0.35 % du Chiffre d'affaire prévisionnel.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 13 juin 2017,

Je vous demande de bien vouloir :

- **RAPPORTER** la délibération N°2016-217 en date du 13 décembre 2016 prévoyant l'exonération de redevance pour l'exploitant du casino de Grasse.
- **APPROUVER** l'exonération du paiement des redevances pour M. Thierry GUERRIER pour la période du 21 janvier 2016 au 29 février 2016 et la société « Casino Victoria » du paiement des redevances du 1^{er} mars 2016 au 31 décembre 2016.
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à la réalisation de la présente affaire et notamment l'avenant à la convention d'occupation du domaine public.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 43 voix pour, 2 voix contre : Madame LAZREUG et Monsieur CASSARINI.